

## COMMUNE DE BRANSLES (77)

### **Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Bransles**

*Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement*

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du  
Code Général des Collectivités Territoriales*

### **Dossier provisoire**

01644342 | Juin 2019 | v1





Bâtiment Octopus  
11 rue Georges Charpak  
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint  
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30  
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : EOM

Responsable d'affaire : CMW

N°affaire : 01644342

Fichier : 44342\_RAP\_Zonage-EP\_Cas-par-cas\_v1.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
v1	Juin 2019	YJF	YJF	<b>47</b>	



## TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES .....	8
2	QUESTIONNAIRE .....	10
2.1	Questions générales de contexte.....	10
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte.....	10
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées 14	
2.2	Questions spécifiques .....	23
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	23
2.2.2	Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement .....	26
2.2.3	Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement .....	30
2.3	Auto-évaluation (Facultatif).....	31

## ANNEXES

Annexe 1 Carte des zonages des eaux pluviales	35
Annexe 2 : Carte de localisation des bassins d'eaux pluviales	43

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Logigramme de gestion des eaux pluviales	12
Figure 2 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)	15
Figure 3 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	17
Figure 4 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	20
Figure 5 : Carte d'aptitude des sols	23
Figure 6 : Carte des bassins versants apportant des eaux de ruissellement vers les réseaux eaux pluviales	27
Tableau 1 : Description des différentes classes d'enveloppe d'alerte	16
Tableau 2 : Légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France	18
Tableau 3 : Qualité de l'eau du Betz	22
Tableau 4 : Tableau de comparaison des diamètres nécessaires calculés lors de l'étude et des diamètres en place (en rouge les diamètres calculés supérieurs au diamètre en place)	28

# 1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.



La personne publique responsable<sup>1</sup> doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE<sup>2</sup>. Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

---

<sup>1</sup> La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCL,...)

<sup>2</sup> Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
  - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
  - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
  - de l'exploitation intensive des sols ;
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

## 2 QUESTIONNAIRE

### 2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

#### 2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

- 1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?**

Non.

- 2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement**

Non.

- **Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?**

Sans objet.

- **Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?**

Sans objet.

- **Quelle est la date d'approbation du précédent ?**

Sans objet.

- 3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?**

Non.

- 4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale<sup>3</sup> ?**

Sans objet.

- 5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?**

---

<sup>3</sup> Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

**Les règles préconisées en cas d'aménagement des zones urbanisées actuelles et pour les extensions futures** sont les suivantes :

**Sur l'ensemble du territoire communal**, toute imperméabilisation supplémentaire sera envisageable sous réserve d'associer au projet la réalisation d'une étude spécifique ; celle-ci permettra de définir les aménagements permettant de maîtriser et de traiter les eaux pluviales et de ruissellement.

Une des problématiques des eaux pluviales en zone urbaine, est la gestion des pluies courantes (pluie d'occurrence hebdomadaire ou mensuelle) qui génèrent une pollution du milieu naturel. L'infiltration/évaporation des eaux pluviales à la parcelle permet de retenir les premiers millimètres de pluie, sources de pollution potentielle, qui ne sont plus envoyés directement vers le milieu naturel.

### **Aspect quantitatif des prescriptions :**

#### **Pour les zones urbanisées :**

- Les eaux pluviales sont à gérer prioritairement à la parcelle. Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au collecteur public d'eaux pluviales quand il est en place, après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et/ou étaler les apports pluviaux. Les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (désimperméabilisation, stockage / infiltration, stockage / évacuation, réutilisation, ...) devront être mises en œuvre prioritairement quelle que soit la taille du projet (**afin de tendre vers la notion de « zéro rejet »**) pour une pluie de période de retour de 10 ans, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige.
- En cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle tout ou partie des eaux de ruissellement **justifiée par une étude de sol** (des tests de perméabilité devront être réalisés systématiquement pour définir les capacités d'infiltration du sol en place), le rejet des eaux pluviales sera régulé **pour une pluie d'occurrence décennale : 36 mm en 4h, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige** :
  - Pour les parcelles dont la surface totale du site est inférieure ou égale à 3 000 m<sup>2</sup> **et** la surface imperméabilisée est inférieure ou égale à 500 m<sup>2</sup>, il sera demandé de stocker et de réguler à 3 L/s maximum les rejets d'eaux pluviales ;
  - Pour les parcelles dont la surface totale du site est supérieure à 3 000 m<sup>2</sup>, **ou** la surface imperméabilisée est supérieure à 500 m<sup>2</sup>, il sera demandé de gérer à la parcelle à minima les 5 premiers mm de pluie et :
  - Pour les sites dont la surface totale est inférieure à 3 ha de réguler l'excédent à 3 L/s maximum pour la pluie décennale.
  - Pour les sites dont la surface totale est supérieure ou égale à 3 ha de réguler l'excédent au débit calculé sur la base de 1 L/s/ha maximum pour la pluie décennale.

#### **Pour les zones rurales :**

- Il est à noter que la gestion de l'eau et la gestion des sols sont inséparables. C'est pourquoi, il faut éviter de labourer dans le sens de la pente sur les flancs de la vallée, désherber systématiquement les cultures, supprimer talus, haies, fossés et bandes enherbées, etc. car cela peut concourir à augmenter le ruissellement lorsque les précipitations sont fortes, et donc à amplifier les inondations.

Le logigramme page suivante synthétise les lignes directrices de gestion des eaux pluviales.

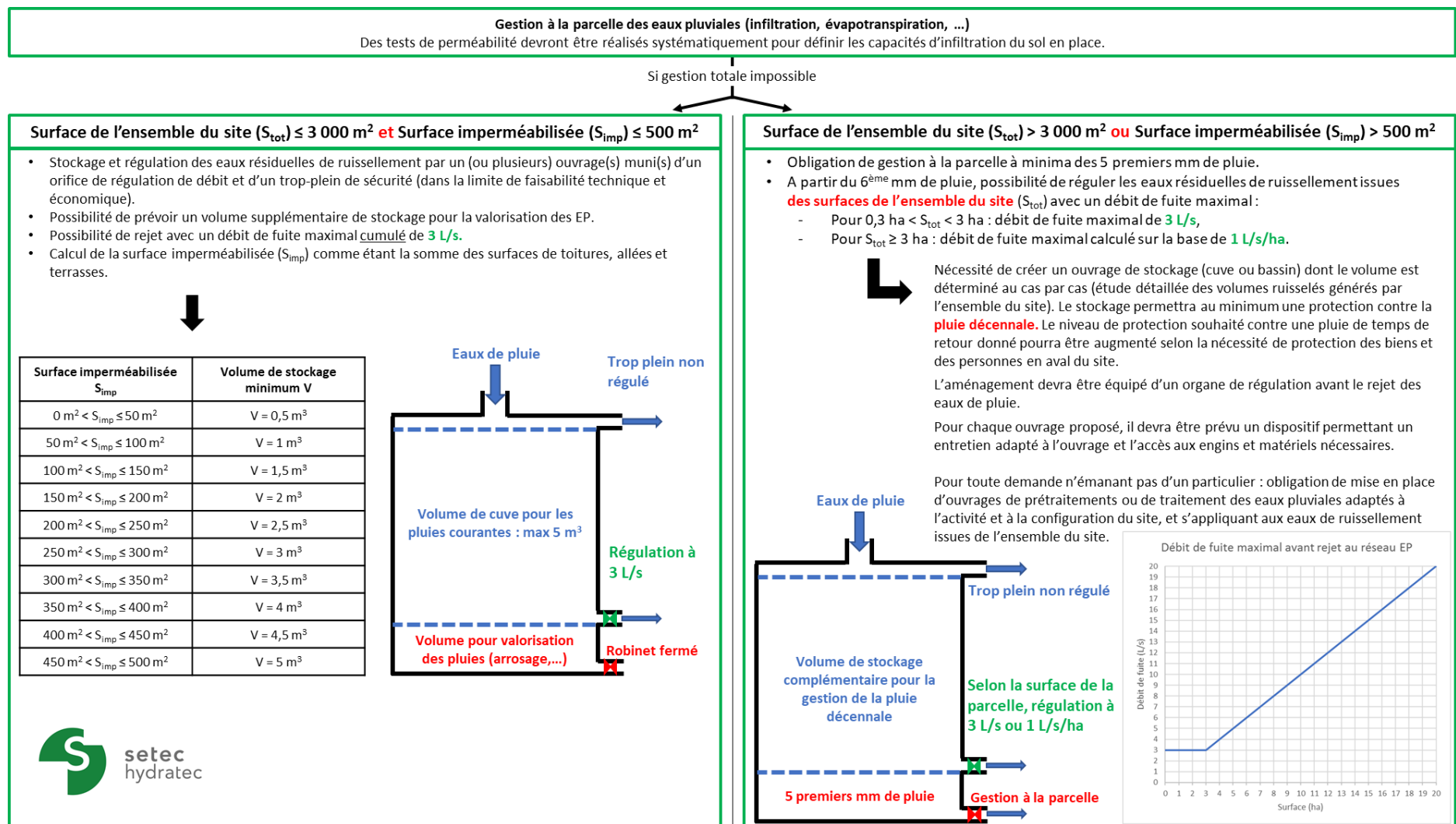


Figure 1 : Logigramme de gestion des eaux pluviales

- **Si non, pourquoi ?**

Sans objet.

- **Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?**

Le diagnostic hydraulique simplifié réalisé dans le cadre de l'étude d'élaboration du zonage eaux pluviales de la commune de Bransles a montré que le système de collecte des eaux pluviales est insuffisant. Des règles impliquant la limitation des rejets sont donc appliquées.

Le but de la mise en place de ce zonage est d'imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales pour ne pas le surcharger.

- 6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?**

**Aspect qualitatif des prescriptions :**

Toute demande de permis de construire n'émanant pas d'un particulier devra faire l'objet de mesures permettant d'améliorer la qualité des eaux pluviales et de préserver la qualité du milieu récepteur : obligation de mettre en place des ouvrages de prétraitement ou de traitement (filtres plantés, déboureur, décanteurs lamellaires, séparateurs hydrocarbures...) des eaux pluviales adaptés à l'activité et à la configuration du site, et s'appliquant aux eaux de ruissellement issues de l'ensemble du site (imperméabilisations actuelles et nouvelles).

- **Si non, pourquoi ?**

Sans objet.

- 7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?**

Il n'y a pas de réseaux de collecte des eaux usées.

- 8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?**

La commune dispose dans son bourg d'un réseau d'eaux pluviales, récupérant les eaux de ruissellements via des avaloirs et des grilles et les eaux traitées par les dispositifs d'ANC, et acheminant ces eaux vers deux bassins de stockage-infiltration :

- Le principal bassin (appelé Bassin n°1 dans la suite du rapport) est localisé entre la route départementale D219 et le cimetière, à l'Est du bourg ; il récupère la quasi-totalité des eaux de ruissellement du bourg ;
- Un second bassin plus petit (appelé Bassin n°2 dans la suite du rapport) se trouve sur la Rue César, au niveau du croisement avec l'Impasse des Roches ; celui-ci récupère a priori 2 avaloirs de la Rue César et 2 grilles de l'Impasse des Roches.

Une carte permettant de les localiser a été jointe en **annexe**.

- 9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)**

Sans objet.

## **2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

- 10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?**

Non

- 11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :**

- **D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?** Non
- **D'une zone conchylicole ?** Non
- **D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?** La commune de Bransles n'est concernée par aucun captage ou périmètre de protection. Il est possible de noter que la commune d'Egreville au nord serait concernée par le périmètre de protection éloignée des captages de la ville de Paris. La procédure est toutefois en cours à ce jour.
- **D'un périmètre de protection des risques d'inondations ?** Oui (Le Loing à Dordives)

- 12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?**

- **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?** Non.
- **Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?** Non
- **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?** Oui (SCoT Nemours Gâtinais)
- **Autres ?** Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2010 – 2015.

- 13) Le territoire dispose-t-il ?**

- **De cours d'eau de première catégorie piscicole ?** Oui, le Betz.
- **Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?** Oui, le Betz.

- 14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?**

- **Natura 2000 ?** Non.

- **Zone humide ?**

La carte ci-dessous montre les zones humides ou les zones potentiellement humides de la DRIEE.

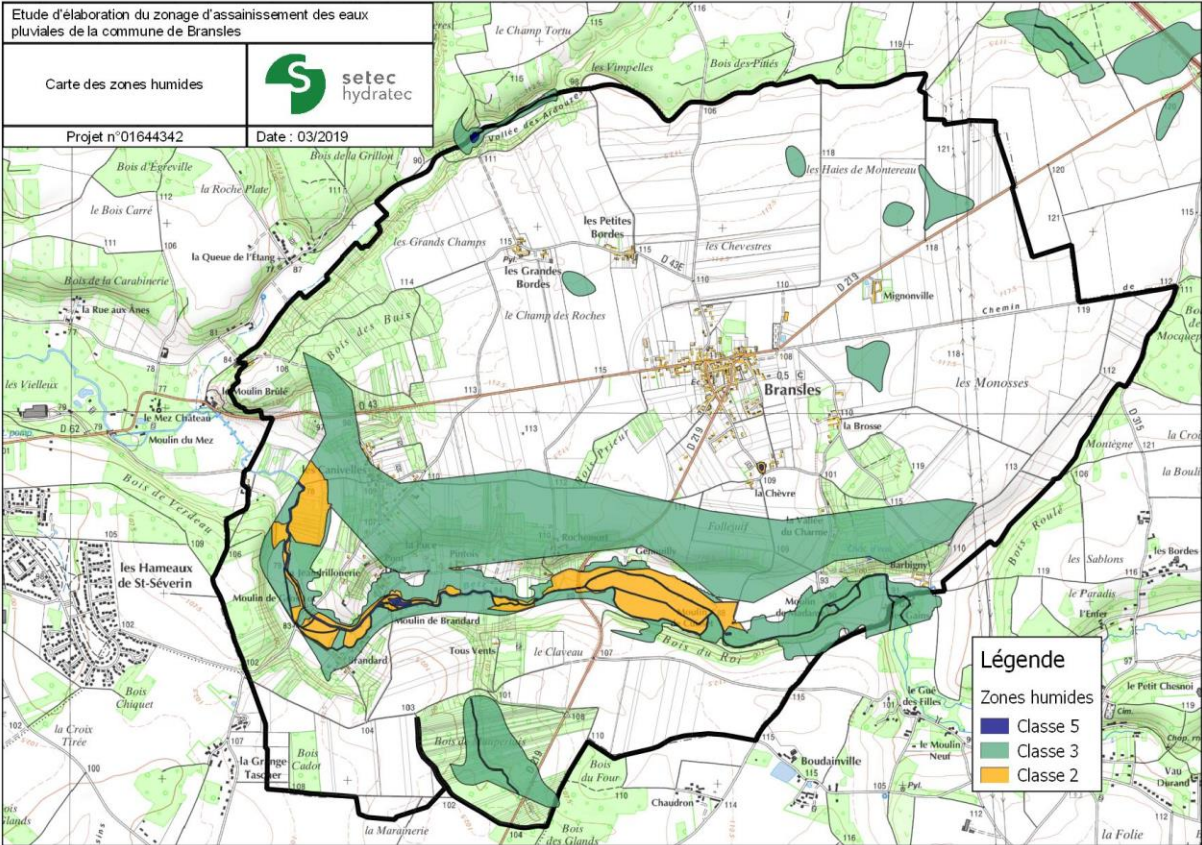


Figure 2 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)

Le tableau ci-dessous montre le type d'informations connues relatif à chaque enveloppe d'alerte. La classe 4 n'a pas été représentée.

Classe	Type d'information
Classe 1	Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié
Classe 2	Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : <ul style="list-style-type: none"> <li>- zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation)</li> <li>- zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté</li> </ul>
Classe 3	Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.
Classe 4	Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide.
Classe 5	Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides
Total	

*Tableau 1 : Description des différentes classes d'enveloppe d'alerte*



- **Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?** La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence :
  - de cours d'eau et canaux fonctionnels ;
  - de corridors fonctionnels entre les réservoirs de biodiversité ;
  - de corridors fonctionnels des prairies, friches et dépendances vertes ;
  - de corridors des milieux calcaires à fonctionnalité réduite.

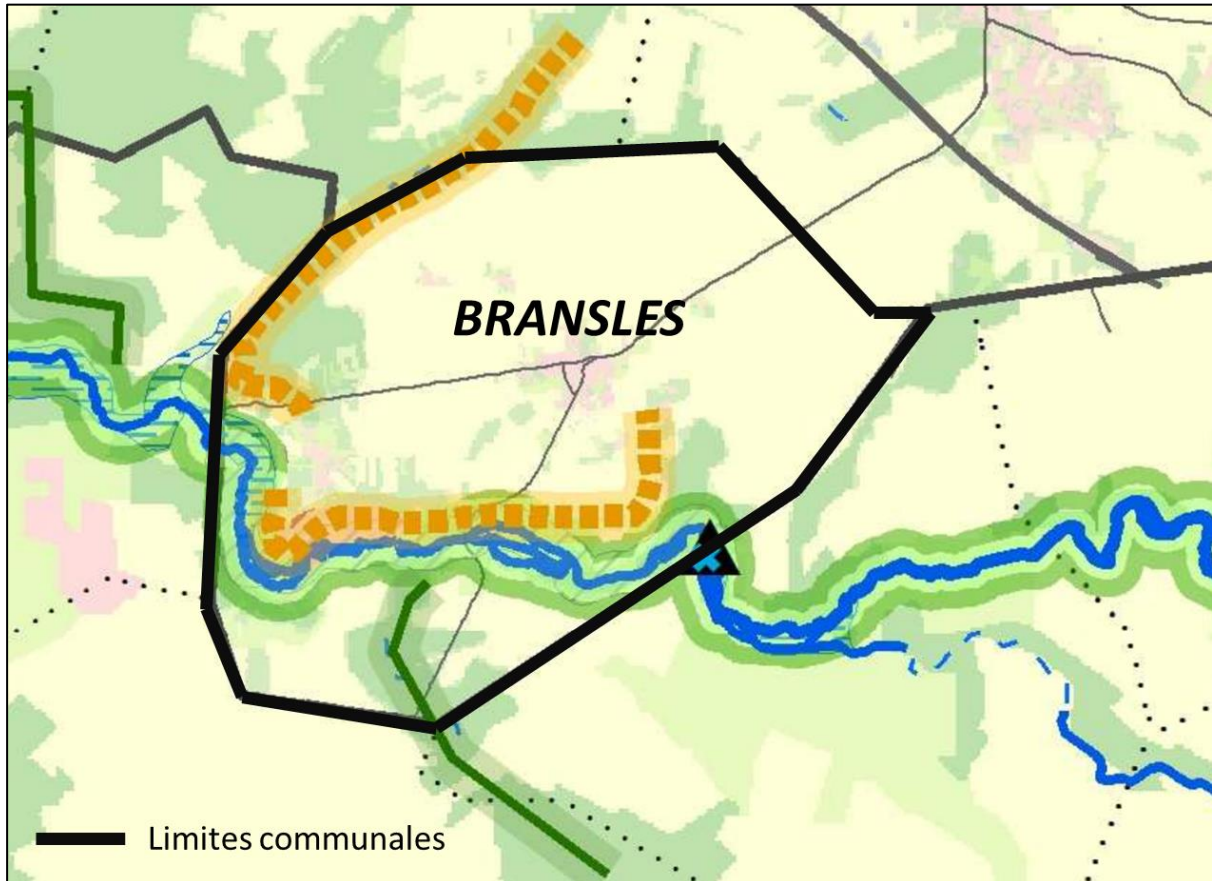


Figure 3 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)

Le tableau ci-dessous montre la légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France.

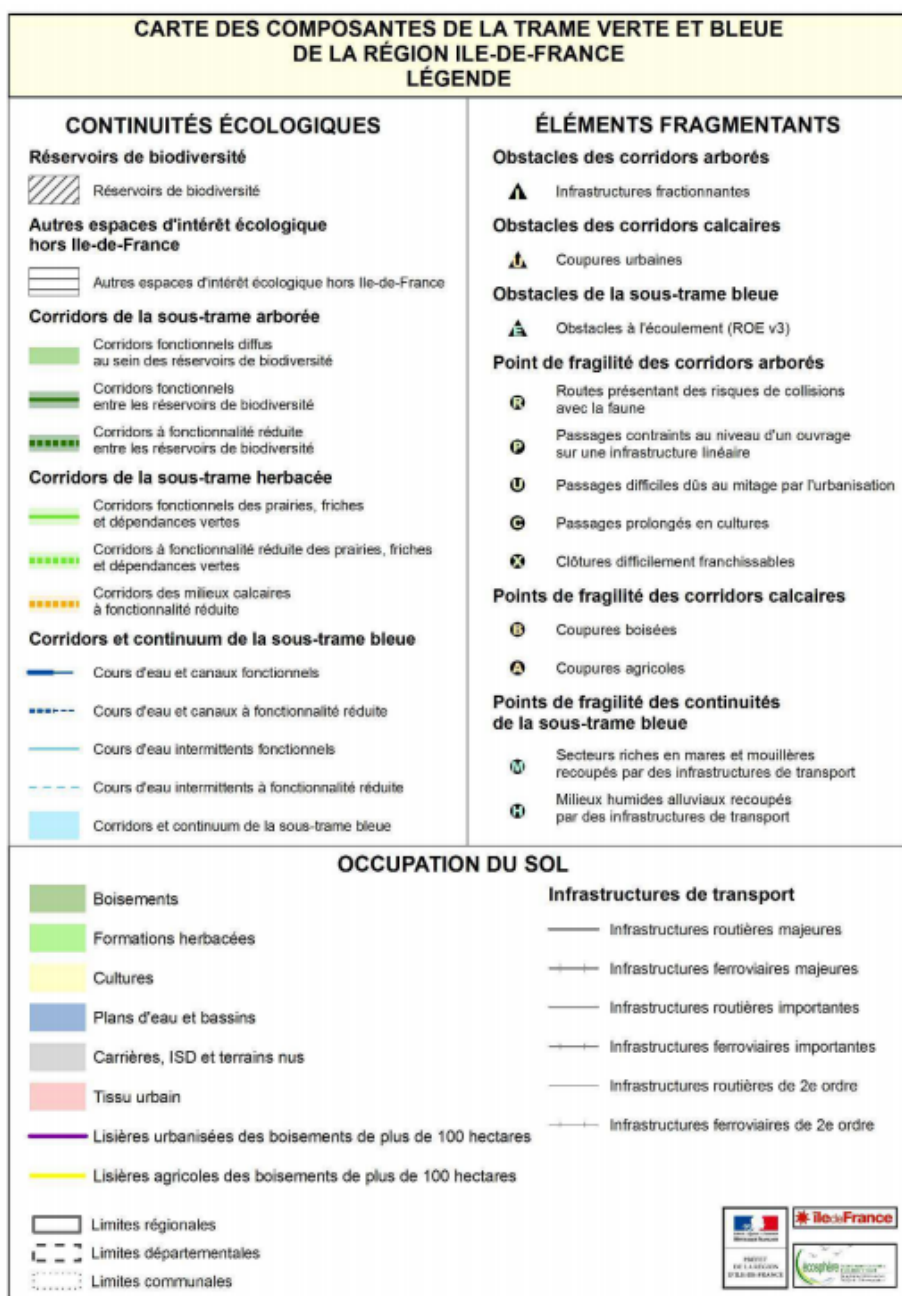


Tableau 2 : Légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France

- **Présence connue d'espèces protégées ?** Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Bransles. Ces espèces sont listées ci-après :

VU

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Ranunculus fluitans</i> Lam., 1779	Renoncule des rivières, Renoncule flottante	1926	<a href="#">➤</a>
<i>Teucrium scordium</i> L., 1753	Germandrée des marais, Chamaraz, Germandrée d'eau	2006	<a href="#">➤</a>
<i>Trifolium rubens</i> L., 1753	Trèfle rougeâtre, Trèfle pourpré	1861	<a href="#">➤</a>

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006)

Annexe V

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2015	<a href="#">➤</a>

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2000	<a href="#">➤</a>
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.) Spreng., 1826	Orchis bouc, Himantoglosse à odeur de bouc	2000	<a href="#">➤</a>
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Orchis mascula</i> (L.) L., 1755	Orchis mâle, Herbe à la couleuvre	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Orchis mascula</i> subsp. <i>mascula</i> (L.) L., 1755	Herbe à la couleuvre	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Platanthera chlorantha</i> (Custer) Rchb., 1828	Orchis vert, Orchis verdâtre, Platanthère à fleurs verdâtres	2000	<a href="#">➤</a>

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Dianthus armeria</i> L., 1753	Oeillet velu, Armoirie, Oeillet à bouquet	2000	<a href="#">➤</a>
<i>Dianthus armeria</i> subsp. <i>armeria</i> L., 1753	Oeillet à bouquet	2000	<a href="#">➤</a>
<i>Hyacinthoides non-scripta</i> (L.) Chouard ex Rothm., 1944	Jacinthe sauvage, Jacinthe des bois, Scille penchée	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	Houx	2008	<a href="#">➤</a>
<i>Loncomelos pyrenaicus</i> (L.) Hrouda, 1988	Ornithogale des Pyrénées	2000	<a href="#">➤</a>
<i>Loncomelos pyrenaicus</i> subsp. <i>pyrenaicus</i> (L.) Hrouda, 1988		2000	<a href="#">➤</a>
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2008	<a href="#">➤</a>
<i>Viscum album</i> subsp. <i>album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2008	<a href="#">➤</a>

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Trifolium rubens</i> L., 1753	Trèfle rougeâtre, Trèfle pourpré	1861	<a href="#">➤</a>

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Espèces végétales déterminantes ZNIEFF en Ile-de-France			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Achillea ptarmica</i> L., 1753	Achillée sternutatoire, Herbe à éternuer, Achillée ptarmique	2000	➤
<i>Achillea ptarmica</i> subsp. <i>ptarmica</i> L., 1753	Achillée ptarmique	2000	➤
<i>Carex disticha</i> Huds., 1762	Laiche distique	2000	➤
<i>Euphorbia dulcis</i> L., 1753	Euphorbe douce	2000	➤
<i>Euphorbia dulcis</i> subsp. <i>incompta</i> (Ces.) Nyman, 1890	Euphorbe douce, Euphorbe pourprée	2000	➤
<i>Juncus subnodulosus</i> Schrank, 1789	Jonc à tépales obtus, Jonc à fleurs obtuses	2000	➤
<i>Orchis mascula</i> (L.) L., 1755	Orchis mâle, Herbe à la couleuvre	2015	➤
<i>Orchis mascula</i> subsp. <i>mascula</i> (L.) L., 1755	Herbe à la couleuvre	2015	➤
<i>Peucedanum gallicum</i> Latourr., 1785	Peucedan de France, Peucedan de Paris	2000	➤
<i>Potamogeton perfoliatus</i> L., 1753	Potamot à feuilles perfoliées	1926	➤
<i>Rhinanthus minor</i> L., 1756	Petit cocriste, Petit Rhinanthé	2000	➤
<i>Teucrium scordium</i> L., 1753	Germandrée des marais, Chamaraz, Germandrée d'eau	2006	➤
<i>Trifolium rubens</i> L., 1753	Trèfle rougeâtre, Trèfle pourpré	1861	➤

Figure 4 : Liste des espèces protégées  
(Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

- Autres ? N.C.

**15) Quel est le niveau de qualité<sup>4</sup> des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?**

Le tableau ci-dessous synthétise les données relevées pour évaluer l'état du Betz :

Année				2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ETAT ECOLOGIQUE										
Paramètre (Unité)			Code SANDRE							
Hydrobiologie										
IBGN (invertébrés)			1000	17						
IBGN de référence (invertébrés)			5909							
IBG-DCE (invertébrés)			5910		18	17	17	15		
IBGA (invertébrés)			2527							
IBGA-DCE (invertébrés)			6951							
IBD 2007 (diatomées)			5856	14.9	14.4	15.9	16.1	16.0	15.2	
IPR (poissons)			7036							
Physico-chimie										
Bilan de l'oxygène									A	
Oxygène dissous (mg O <sub>2</sub> /L)			1311	9.40	8.59	8.51	9.29	9.14	5.40	8.60
Taux de saturation en O2 (%)			1312	85.00	82.00	82.40	93.00	89.00	54.50	76.90
Demande biochimique en Oxygène (mg O <sub>2</sub> /L)			1313	1.80	2.00	2.00	2.40	1.10	1.90	2.80
Carbone organique dissous (mg C /L)			1841	3.40	4.40	2.16	4.30	2.50	6.10	8.20
Nutriments										
Orthophosphates (mg PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> /L)			1433	0.06	0.10	0.08	0.13	0.10	0.39	0.10
Phosphore total (mg P /L)			1350	0.05	0.04	0.04	0.07	0.05	0.14	0.06
Ammonium (mg NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> /L)			1335	0.05	0.05	0.18	0.07	0.06	0.13	0.08
Nitrites (mg NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> /L)			1339	0.07	0.09	0.12	0.09	0.09	0.25	0.22
Nitrates (mg NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> /L)			1340	44.60	47.30	43.40	42.70	43.10	47.00	42.50
Acidification										
pH mini			pHmin	7.80	7.52	7.70	7.85	7.62	7.40	7.75
pH maxi			pHmax	8.03	8.31	8.10	8.20	8.32	8.10	8.62
Température (°C)			1301	14.80	16.00	14.60	18.20	15.42	15.80	16.00
Polluants spécifiques										
Arsenic (µg/L)			1369							
Chrome (µg/L)			1389							
Cuivre (µg/L)			1392							
Zinc (µg/L)			1383							
2,4 D (µg/L)			1141							
2,4 MCPA (µg/L)			1212							
Chlortoluron (µg/L)			1136							
Oxadiazon (µg/L)			1667							
Linuron (µg/L)			1209							

A noter donc un état physico-chimique moyen, avec une concentration élevée de carbone organique dissous.

<sup>4</sup> L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>ETAT CHIMIQUE</b>							Elevé
Somme de paramètres Code SANDRE							
Alachlore (µg/L)	1101						
Anthracène (µg/L)	1458						
Atrazine (µg/L)	1107						
Benzène (µg/L)	1114						
Cadmium et composés (µg/L)	1388						
Chlorfenvinphos (µg/L)	1464						
Chloroalcanes C10-13 (µg/L)	1955						
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos) (µg/L)	1083						
DDT total (µg/L)	=1148+1147+1146+1144	DDTT					
Para-para-DDT (µg/L)	1148						
1,2-dichloroéthane (µg/L)	1161						
Dichlorométhane (µg/L)	1168						
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) (µg/L)	1461 puis 6616						
Diphényléthers bromés (µg/L)	=2920+2919+2916+2915+2912+2911	DB					
Diuron (µg/L)	1177						
Endosulfan (µg/L)	=1178+1179	1743					
Fluoranthène (µg/L)	1191						
Hexachlorobenzène (µg/L)	1199						
Hexachlorobutadiène (µg/L)	1652						
Hexachlorocyclohexane (µg/L)	=1200+1201+1202+1203	5537					
HAP - Benzo(a)pyrène (µg/L)	1115						
HAP - Benzo(b)fluoranthène et Benzo(k)fluoranthène (µg/	=1116+1117	BenzoBK					
HAP - Benzo(g,h,i)perylène et Indeno(1,2,3-cd)pyrène (µg	=1118+1204	BI					
Isoproturon (µg/L)	1208						
Mercure et ses composés (µg/L)	1387						
Naphtalène (µg/L)	1517						
Nickel et ses composés (µg/L)	1386						
Nonylphénol (4-nonylphénol) (µg/L)	5474						
Octylphénol (4-(1,1',3,3'-tétraméthylbutyl)-phénol) (µg/L)	1959						
Pentachlorobenzène (µg/L)	1888						
Pentachlorophénol (µg/L)	1235						
Pesticides cyclodiènes (µg/L)	PC						
Plomb et ses composés (µg/L)	1382						
Simazine (µg/L)	1263						
Tétrachloroéthylène (µg/L)	1272						
Tétrachlorure de carbone (µg/L)	1276						
Composés du tributylétain (tributylétain-cation) (µg/L)	2879						
Trichlorobenzènes (µg/L)	=1283+1630+1629	1774					
Trichloroéthylène (µg/L)	1286						
Trichlorométhane (chloroforme) (µg/L)	1135						
Trifluraline (µg/L)	1289						

Légende :

Etat écologique		Etat chimique	
NC	Non Communiqué (Absence de données)		Absence de données
	Très bon état		Informations insuffisantes pour attribuer l'état
	Bon état		Bon état
	Etat moyen		Mauvais état
	Etat médiocre	Indice	Indice de confiance (Faible, Moyen, Elevé)
	Mauvais état		
	Données manquantes dans l'agrégation	n.a.	non analysé
	Paramètre Nitrate en état moins que bon	d.p.	données partielles
A	Assouplissement appliqué		

Tableau 3 : Qualité de l'eau du Betz

L'état chimique est dégradé par la présence de HAP.



## 16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

Les orientations d'aménagement privilégient la densification des zones bâties.

## 17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Une **étude de sols** avait été réalisée au cours du précédent SDA de 1996 au niveau du bourg, du hameau des Petites Bordes, et du hameau des Canivelles. Celle-ci avait consisté en des sondages et des tests de perméabilités.

Une **carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome** a été faite sur la base de cette étude (cartes ci-après).

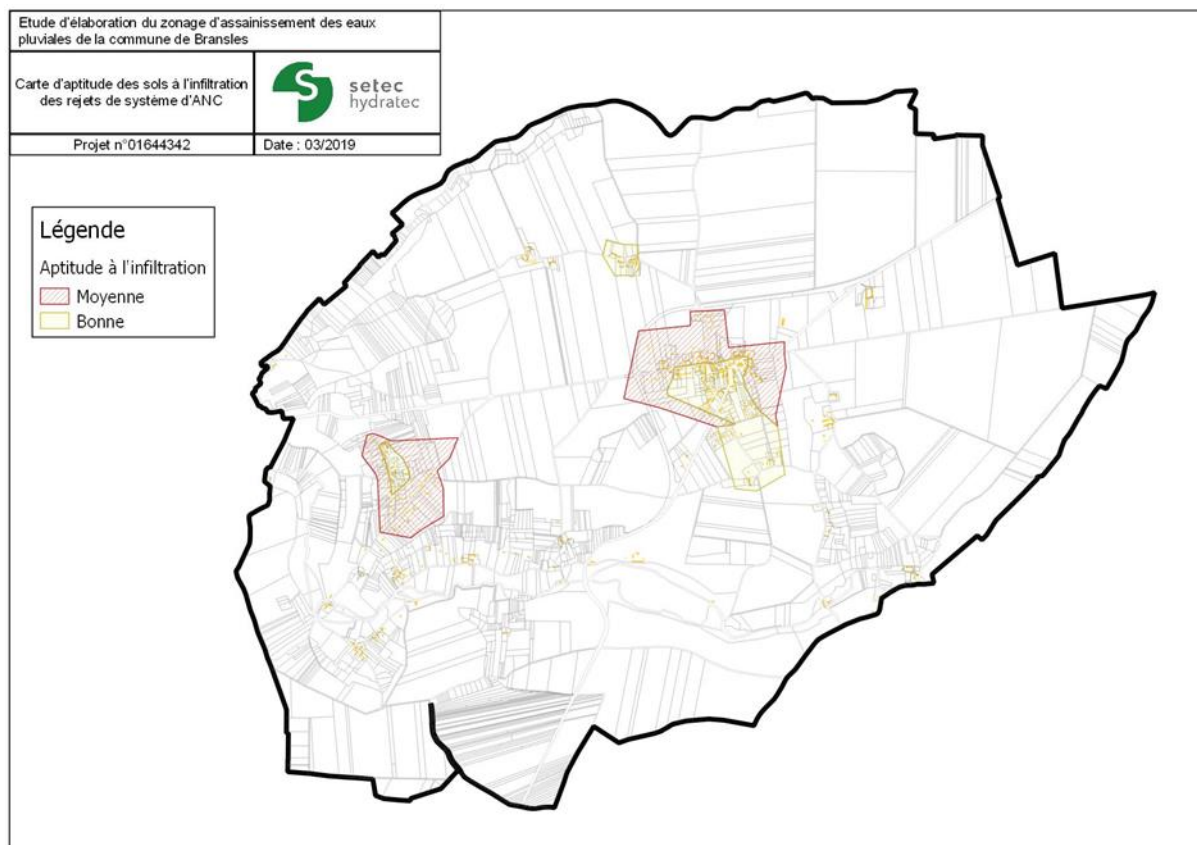


Figure 5 : Carte d'aptitude des sols

## 2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

### 2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

#### a) Caractéristiques du zonage et contexte

- 1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Sans objet.

- 2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Le SDA a été réalisé en 1996.

**Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2013 ?**

Sans objet.

**3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?**

Un diagnostic des installations d'assainissement non collectif a été réalisé sur le territoire du Syndicat Intercommunal du Plateau Sud du Bocage en mai 2011. Les installations de la commune de Bransles ont été contrôlés via ce diagnostic.

**Les non conformités ont-elles été levées ?**

Partiellement.

**Sont-elles en cours ?** Oui.

**4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?**

Non.

**b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine**

**5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?**

Non.

**Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?** Sans objet



**6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?**

Conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 07 mars 2012 et fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) les eaux usées traitées sont prioritairement infiltrées à la parcelle, quand la perméabilité du sol est comprise entre 30 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m ;

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas cette condition, les eaux usées traitées seront drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

**7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?**

Sans objet.

**Par temps sec ?** Sans objet.

**Par temps de pluie ?** Sans objet.

**De façon saisonnière ?** Sans objet.

**8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?**

Sans objet.

**9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?**

Sans objet.

**Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?** Sans objet.

**Autres ?** Sans objet.

## **2.2.2 Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement**

### **a) Caractéristiques du zonage et contexte**

#### **1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :**

**Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?** Non.

**De ruissellement ?** Non

**De maîtrise de débit ?** Oui

**D'imperméabilisation des sols ?** Une imperméabilisation supplémentaire des sols entraînera une augmentation de la surface active et donc des apports par temps de pluie dans les réseaux qui sont en charge pour les pluies exceptionnelles.

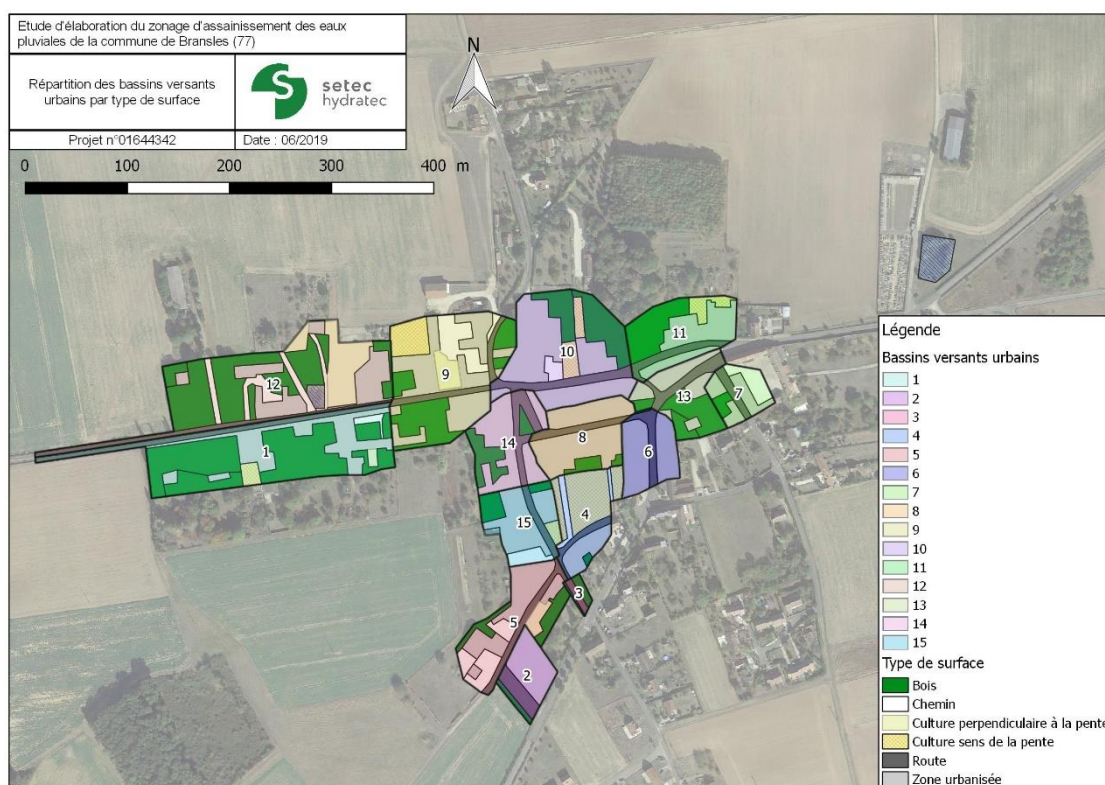
#### **2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?**

Non.

#### **3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?**

Le diagnostic hydraulique simplifié réalisé dans le cadre de l'étude d'élaboration du zonage eaux pluviales de la commune de Bransles a montré que le système de collecte des eaux pluviales est insuffisant. Plusieurs tronçons sont d'après les calculs insuffisants pour évacuer le bassin versant qu'ils récupèrent.

**Si oui, fournir si possible une carte.**



*Figure 6 : Carte des bassins versants apportant des eaux de ruissellement vers les réseaux eaux pluviales*

N° bassin versant	Qp 5 ans (m3/s)	Qp 10 ans (m3/s)	DN5 th	DN5 proposé	DN10 th	DN10 proposé	DN en place	Commentaires
1	0.097	0.121	330	400	358	400	400	
12	0.091	0.113	322	400	349	400	400	
A = 1 > 12	0.193	0.239	427	500	462	500	400	
2	0.072	0.089	294	300	319	400	300	Grille non ouvrable : Hypothèse sur DN en place
3	0.017	0.021	170	300	185	300	300	
B = 2 // 3	0.088	0.109	318	400	345	400	300	
4	0.051	0.064	259	300	281	300	300	
5	0.082	0.102	310	400	336	400	300	
C = 4 // 5	0.127	0.157	364	400	395	400	300	
15	0.090	0.111	320	400	347	400	300	
D = B > C > 15	0.194	0.240	427	500	463	500	300	
8	0.121	0.151	359	400	389	400	300	Regard en charge : Hypothèse sur DN en place
E = D // 8	0.288	0.357	496	500	537	600	300	
14	0.086	0.107	316	400	342	400	300	Regard non ouvrable : Hypothèse sur DN en place
F = E > 14	0.298	0.370	502	500	544	600	300	Regard non ouvrable : Hypothèse sur DN en place
9	0.167	0.207	404	400	438	500	250	
G = F // 9	0.397	0.493	559	600	606	600	Dalot 60x50	Regard en charge : Hypothèse sur DN en place / Débit capable : 0.477 m3/s
10	0.142	0.176	380	400	413	500	Dalot 60x50	Regard en charge : Hypothèse sur DN en place / Débit capable : 0.477 m3/s
H = G > 10	0.433	0.537	578	600	626	700	Dalot 60x50	Regard en charge : Hypothèse sur DN en place / Débit capable : 0.477 m3/s
6	0.089	0.110	319	300	346	400	300	
7	0.052	0.064	260	300	282	300	250	
13	0.061	0.075	277	300	300	300	400	
I = 6 // 7 // 13	0.184	0.228	419	500	454	500	400	
K = I // H	0.527	0.653	622	700	674	700	Dalot 60x50	Débit capable à 10mm/m : 0.477 m3/s
11	0.107	0.133	342	400	371	400	Dalot 60x50	Débit capable à 10mm/m : 0.477 m3/s
L = K > 11	0.545	0.675	630	700	682	700	Dalot 60x50	Débit capable à 10mm/m : 0.477 m3/s

Tableau 4 : Tableau de comparaison des diamètres nécessaires calculés lors de l'étude et des diamètres en place (en rouge les diamètres calculés supérieurs au diamètre en place)

- 4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?**

Cf. 3)

**Si oui, fournir si possible une carte. Cf. 3)**

- 5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ? Oui**

**Si oui, lesquelles ?**

Malgré le fait que la commune ne connaît actuellement pas de difficultés particulières, compte tenu des résultats obtenus et dans le but de se prémunir de débordements lors d'événements exceptionnels, la gestion à la parcelle sera privilégiée dans le cadre de la mise en place des prescriptions relatives au zonage des eaux pluviales pour les constructions futures. Celle-ci permettra d'éviter des apports supplémentaires dans les collecteurs.

- 6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?**

Cf. Annexe 3 : Synoptique des réseaux d'eaux pluviales

- 7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?**

Non.

- b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine**

- 8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?**

La commune n'a pas connu de débordements de ses réseaux d'eaux pluviales. Toutefois le diagnostic hydraulique simplifié réalisé dans le cadre de l'étude d'élaboration du zonage eaux pluviales de la commune a montré que le système de collecte des eaux pluviales est insuffisant. Plusieurs tronçons sont d'après les calculs insuffisants pour évacuer le bassin versant qu'ils récupèrent.

- 9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?**

Les tableaux ci-dessous indiquent les arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune de Bransles.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 5

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
77PREF19990102	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
77PREF20170428	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
77PREF19830261	08/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
77PREF19860003	17/06/1986	17/06/1986	25/08/1986	06/09/1986
77PREF20160658	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016

**10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?**

Voir 9).

**11) Votre territoire fait-il parti :**

**D'un SAGE en déficit d'eau ?**

Sans objet

**D'une zone de répartition des eaux ?**

La commune de Bransles est incluse dans la zone de répartition des eaux de l'Albien (Code SANDRE 03001).

**2.2.3 Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement**

**a) Caractéristiques du zone et contexte**

**1) Votre commune dispose t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?**

Cf. Annexe 3 : Synoptique des réseaux d'eaux pluviales

**2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?**

Non.

**Des prescriptions ont-elles été proposées ?**

Sans objet.

**Si oui, lesquelles ?**

Sans objet.

**3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Non**

Si oui, lesquels et pour quel objectif ? Sans objet

**b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine**

**4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?** Sans objet.

## **2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)**

**5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.**

La gestion des eaux pluviales à la parcelle n'impactera pas l'environnement, et pourra potentiellement participer à réduire la pollution rejetée car les premiers millimètres de pluie générant la pollution seront retenus en parcelle.







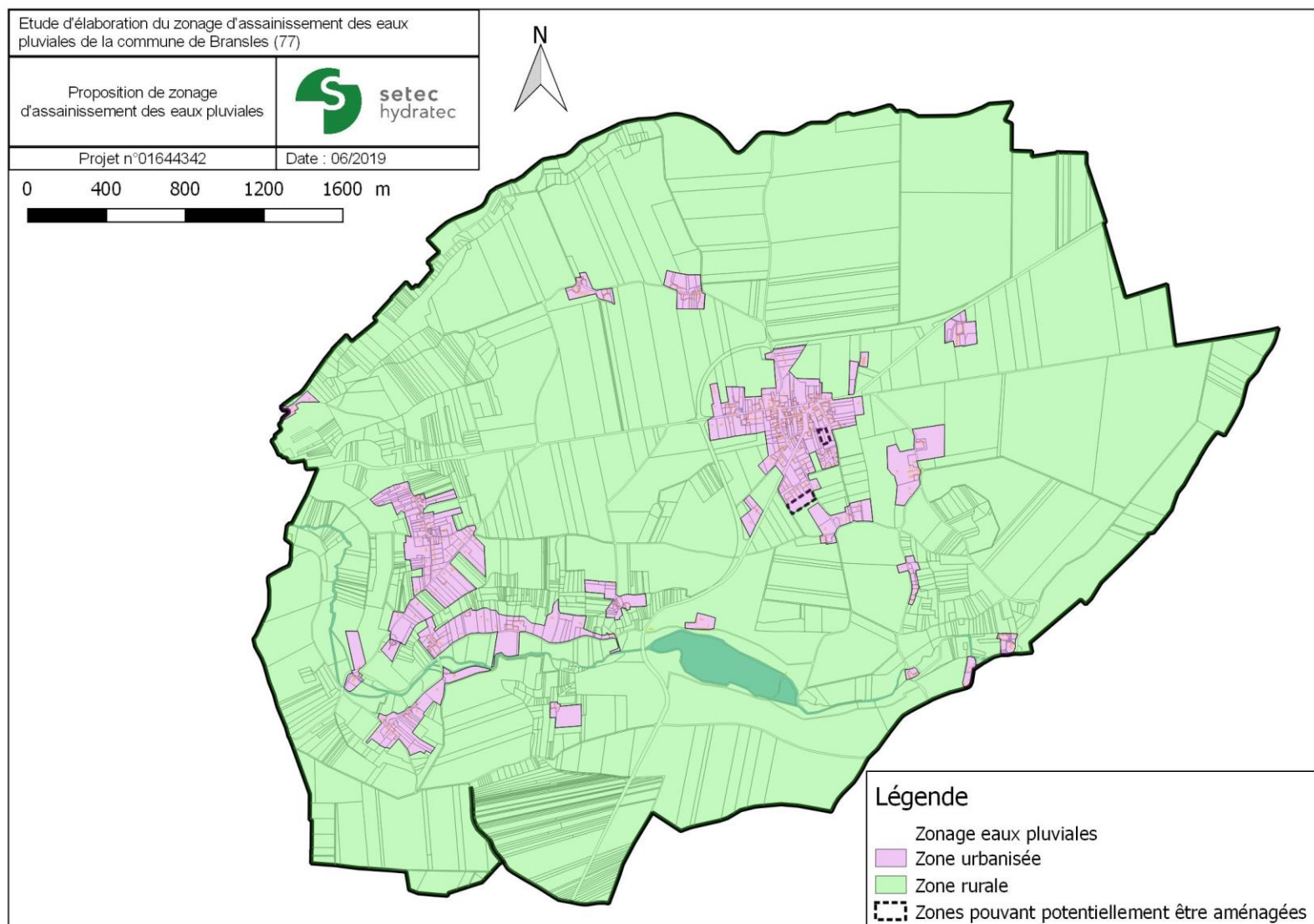
## ANNEXES



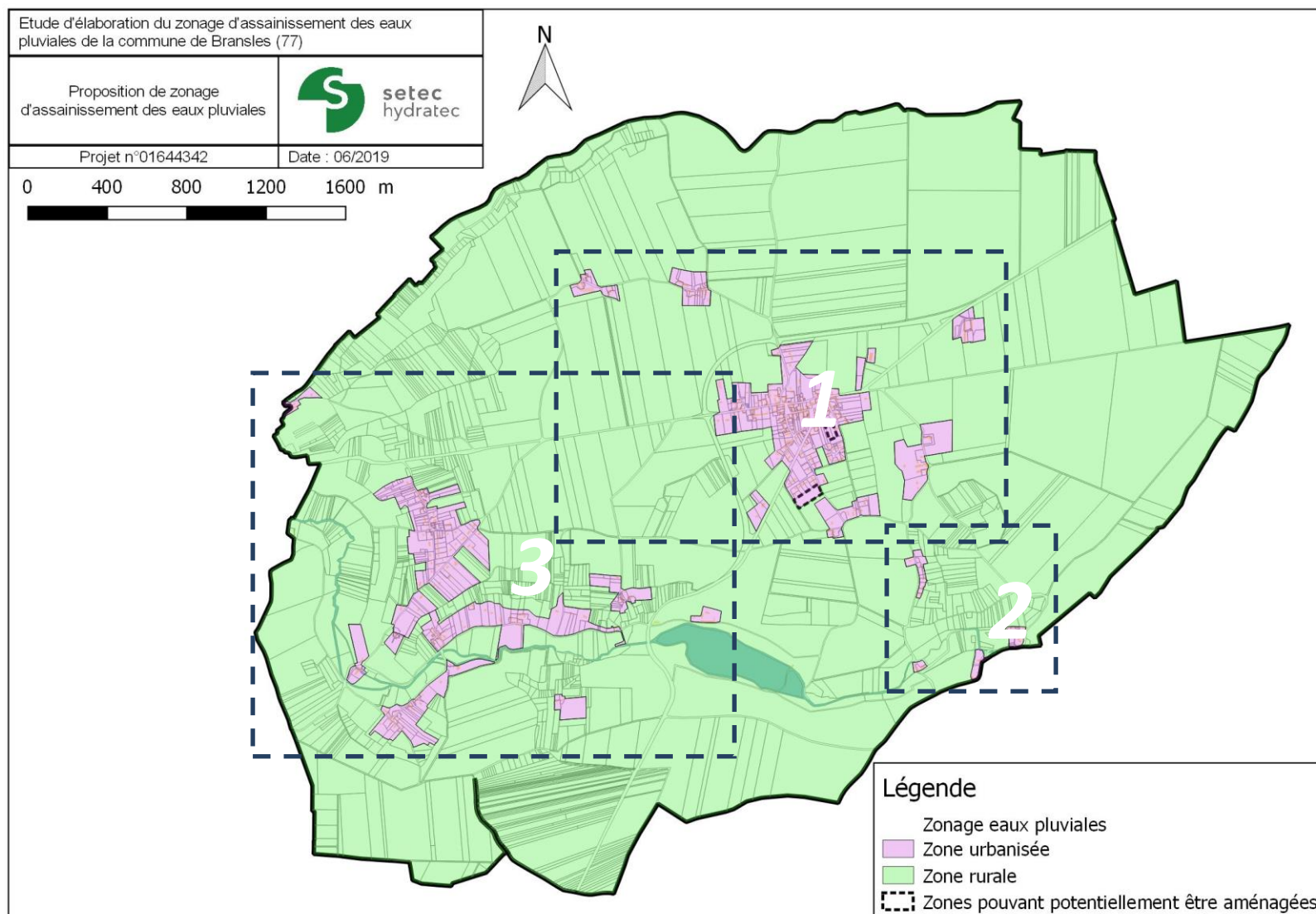
## ANNEXE 1

### CARTE DES ZONAGES DES EAUX PLUVIALES

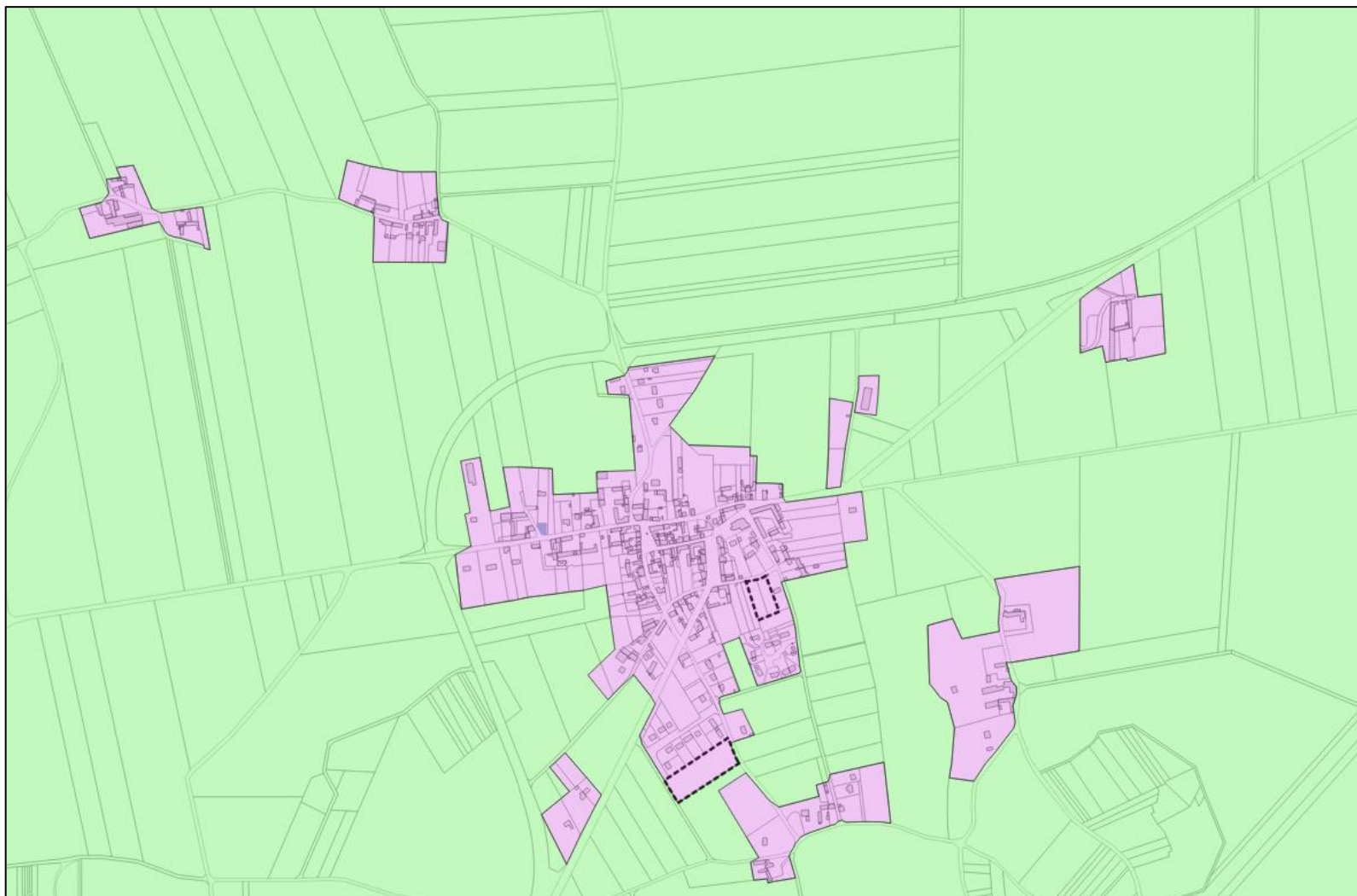




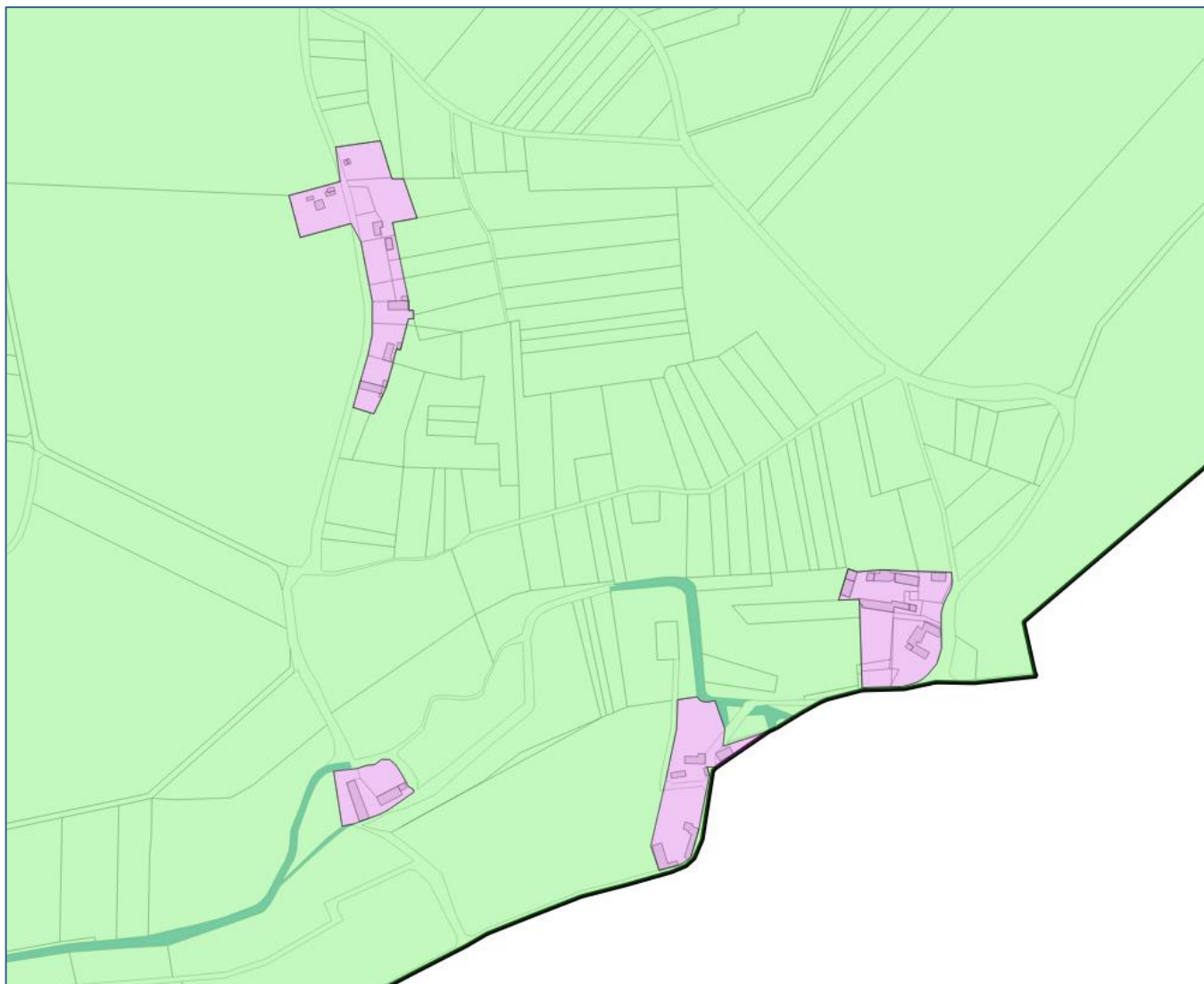
*Carte du zonage des eaux pluviales*



*Carte du zonage des eaux pluviales (Global)*

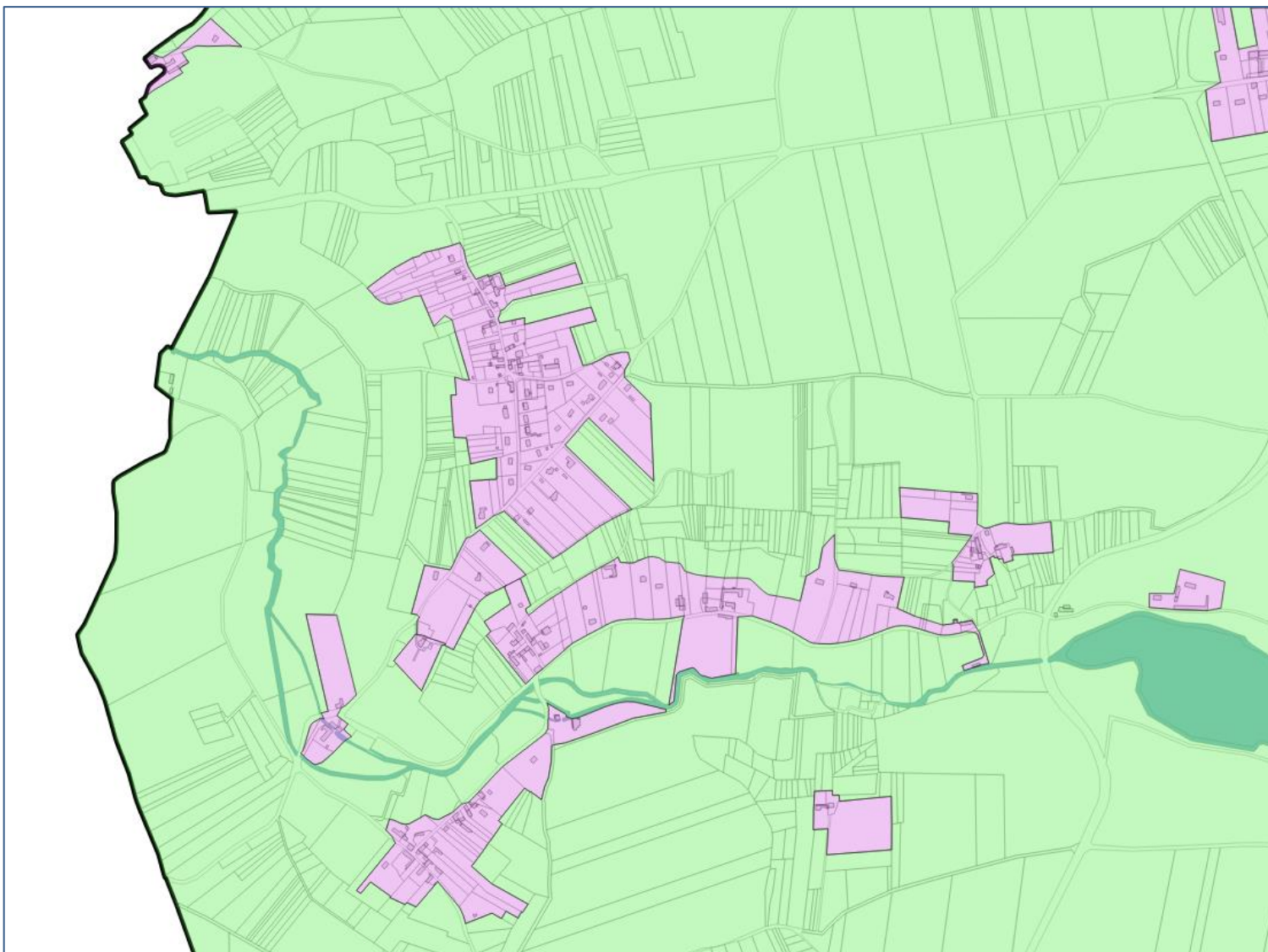


*Carte du zonage des eaux pluviales (1/3)*



*Carte du zonage des eaux pluviales (2/3)*





*Carte du zonage des eaux pluviales (3/3)*



## ANNEXE 2 :

### CARTE DE LOCALISATION DES BASSINS D'EAUX PLUVIALES





*Carte de localisation des bassins d'eaux pluviales*



